



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

13-08-2014

Salaires : la scandaleuse manipulation

Le conseil d'État (organisation au service du capital) dont le rôle est de vérifier la « conformité » des lois avec la constitution française, vient de rejeter la proposition du gouvernement concernant l'exonération des cotisations sociales salariales.

La propagande gouvernementale a présenté cette loi comme étant un moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des salariés au SMIC et jusqu'à 1,3 SMIC.

Dans sa démonstration pour « vendre » cette disposition à l'opinion, le gouvernement a poussé très loin l'argument consistant à faire croire qu'il prenait en compte « les difficultés des plus modestes de nos citoyens ».

C'est à mourir de rire quand on sait que ce même gouvernement n'a jamais depuis qu'il est en place, augmenté le SMIC.

Au contraire, il s'acharne à démontrer que le travail est un « coût » trop élevé et prend toute une série de mesures en accord avec le MEDEF pour le baisser. De plus, il a plongé 3 millions de contribuables supplémentaires dans les difficultés par des mesures fiscales etc...

Par contre, il a accordé allègrement 30 milliards de cadeaux supplémentaires aux patrons dans le cadre du pacte de responsabilité, qui viennent s'ajouter aux 230 milliards annuels dont profitent pour l'essentiel les multinationales du CAC 40. (Voir article sur notre site du 7 août dernier)

La loi repoussée par le conseil d'État aurait eu pour effet selon les calculs des « économistes » d'augmenter les salaires des smicards d'environ 40 € par mois (une révolution !!).

Qu'en est-il exactement ?

Confronté au mécontentement profond (luttres nombreuses – échecs aux élections – abstention massive – rejet de la politique), le gouvernement Hollande et ses alliés ont tenté de manipuler l'opinion faisant croire qu'ils allaient augmenter le pouvoir d'achat des plus démunis pour plus de « justice sociale ».

Il est nécessaire de rappeler que les cotisations sociales salariales et patronales sont une part de salaire non versée aux salariés pour financer la protection sociale (Sécurité Sociale – logement – chômage- allocations). Vouloir exonérer le salarié de cette cotisation pour augmenter son pouvoir d'achat est un leurre grossier, une tromperie puisque qu'il utilise **déjà** cette part de salaire non versée pour sa **propre** protection sociale.

Le gouvernement a voulu poursuivre un double objectif avec cette proposition : faire taire la colère en évitant de « pénaliser » les entreprises et en poursuivant la casse de la sécurité sociale.

Répetons-le encore : il n'existe pas de « charges salariales ou patronales », le salaire est une rémunération (aléatoire) du travail, dont une part est utilisée à protéger les salariés des aléas de la vie comme la maladie, les accidents du travail, le chômage, l'accès au logement, l'aide aux familles.

Concrètement le gouvernement voulait réaliser un nouveaux hold-up sur les salaires et supprimer une grosse partie du financement de la protection sociale déjà fortement pénalisée par les exonérations accordées aux entreprises (33 milliards par an).

L'absence de financement de remplacement de la Sécurité Sociale que cette loi aurait entraînée est une des raisons (entre autre politicienne) invoquée par le conseil d'État pour la rejeter, mais ne doutons pas que le pouvoir va revenir à la charge si nous le laissons faire.

Il n'existe qu'un seul moyen pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs et améliorer le financement de la sécurité sociale : c'est augmenter les salaires comme le propose notre parti, porter immédiatement le SMIC à 1800 euros nets par mois. Pour cela, il faut des luttres, nombreuses et déterminées, « Communistes » appelle à les engager sans plus tarder.